

2.3. LES DONNEES PATRIMONIALES

2.3.1. Les dépenses de la section d'investissement : 6,56 Mds€ (+15,3 %).

Le montant des dépenses d'investissement progresse en 2004 à un rythme encore plus soutenu que celui de 2003 (+9,1 %) et aussi très supérieur à celui des trois années précédentes, où il était de l'ordre de 3 à 5 %. En fait, il faut remonter à 1992 pour trouver une progression du même ordre des dépenses de la section d'investissement. Elles représentent désormais plus de 11,2 % du total des dépenses, soit un point entier de plus qu'en 2003.

Il convient de distinguer les dépenses d'équipement de l'ensemble des dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement direct (ou dépenses d'équipement).

Elles s'élèvent à 4,42 Mds€ en 2004, contre 3,65 Mds€ en 2003, 3,13 Mds€ en 2002, 2,82 Mds€ en 2001, 2,68 Mds€ en 2000, et 2,66 Mds€ en 1999 ; elles représentent près des deux tiers des dépenses de la section d'investissement (66,0 %).

L'investissement a augmenté de 21,1 % en 2004 après 16,4 % en 2003 et 10,0 % en 2002. Il s'agit des plus fortes hausses depuis l'exercice 1992.

Les immobilisations en cours, 2.667 M€ en 2004, contre 2.035 M€ en 2003, 1.700 M€ en 2002, et 1.459 M€ en 2001), représentent désormais trois cinquièmes de l'investissement direct (60,3 %) et se sont accrues de 31 %. Ce poste prédomine dans certaines catégories d'E.P.S (AP-HP, CHR, CH de moins de 20 M€ et centres de moyen et long séjour). Elles correspondent à des investissements immobiliers ou à des investissements en matériels médicaux lourds, pour lesquels les travaux s'étalent sur plusieurs années. Elles sont le reflet de l'important effort de modernisation actuellement en cours en liaison avec le volet investissement du plan Hôpital 2007.

Les immobilisations incorporelles et corporelles totalisent 1.751 M€ dont 1.620 au titre des biens corporels. Ce poste connaît une augmentation significative de 8,7 % soit 153 M€ de plus qu'en 2003.

Opérations d'investissement - dépenses - Secteur Public Hospitalier

(en millions d'euros)

	2000	2001	2002	2003	2004	Evolution moyenne
Investissements directs :	2 681,6	2 816,6	3 129,8	3 646,2	4 418,1	13,3%
Constructions	1 342,2	1 421,6	1 624,9	1 937,8	2 560,6	17,5%
Equipements	842,1	866,0	962,6	1 066,5	1 156,3	8,2%
Autres immobilisations	497,3	529,1	542,3	641,9	701,2	9,0%
Autres dépenses d'investissements :	1 641,6	1 652,4	1 746,2	1 979,2	2 137,7	6,8%
Remb. d'emprunts et dettes assimilées	1 308,6	1 339,9	1 403,3	1 649,1	1 782,9	8,0%
<i>dont remb. d'emprunts auprès des E.C.</i>	1 230,0	1 258,9	1 337,8	1 464,6	1 604,0	6,9%
Acquisitions d'immobilisations financières	99,7	107,3	126,2	127,7	103,3	0,9%
Autres dépenses	233,4	205,3	216,6	202,4	251,5	1,9%
<i>Total des dépenses d'investissement</i>	4 323,3	4 469,0	4 875,9	5 625,4	6 555,9	11,0%
Dépenses totales de l'exercice	46 526,5	48 601,0	52 030,4	55 317,3	58 359,6	5,8%

Opérations d'investissement - dépenses - Exercice 2004

(en millions d'euros)

	A.P- H.P	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	HopLoc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Investissements directs :	393,5	1 228,5	292,4	712,3	1 172,9	356,9	211,9	49,7	4 418,1
Constructions	136,5	653,7	192,1	428,0	731,4	257,3	139,8	21,8	2 560,6
Equipements	166,1	388,9	58,2	178,3	277,2	33,5	35,9	18,2	1 156,3
Autres immobilisations	90,9	186,0	42,1	106,0	164,3	66,1	36,2	9,7	701,2
Autres dépenses d'investissements :	243,1	506,7	129,5	364,6	639,0	118,2	113,4	23,2	2 137,7
Remb. d'emprunts et dettes assimilées	225,1	433,0	89,8	310,8	538,4	91,3	80,9	13,7	1 782,9
<i>dont remb. d'emprunts auprès des E.C.</i>	100,2	429,1	82,3	296,2	527,0	88,2	67,4	13,6	1 604,0
Acquisitions d'immobilisations financières	3,5	18,7	18,0	13,1	7,7	18,6	22,6	1,2	103,3
Autres dépenses	14,4	55,1	21,7	40,7	93,0	8,4	9,9	8,3	251,5
<i>Total des dépenses d'investissement</i>	636,6	1 735,2	421,8	1 076,9	1 812,0	475,1	325,4	72,8	6 555,9
Dépenses totales de l'exercice	6 986,8	15 160,9	3 314,9	9 420,7	15 126,1	5 192,9	2 727,0	430,3	58 359,6

Par catégorie d'établissements, il convient de remarquer que, par rapport à leurs dépenses totales, ce sont les hôpitaux locaux et les « petits » CH, mais aussi désormais les CHR-CHU qui réalisent l'effort d'investissement le plus important, respectivement 8,8, 7,9 et 8,1 %, les autres catégories se situant aux alentours de la moyenne 7,6 %, à l'exception des C.H.S. et de l'AP-HP, pour lesquels le montant des investissements représente respectivement 6,8 et 6,5 % de leurs dépenses totales.

En termes de croissance des investissements, ce sont les Centres Hospitaliers Spécialisés et l'AP-HP qui connaissent la plus forte progression de leurs investissements (+29 %), devant les Centres Hospitaliers Régionaux (+ 25,5 %), les Centres Hospitaliers de taille moyenne et supérieure (+ 19 %). En revanche, les investissements des Hôpitaux Locaux n'augmentent que modérément (+ 8 %), après avoir déjà stagné en 2003.

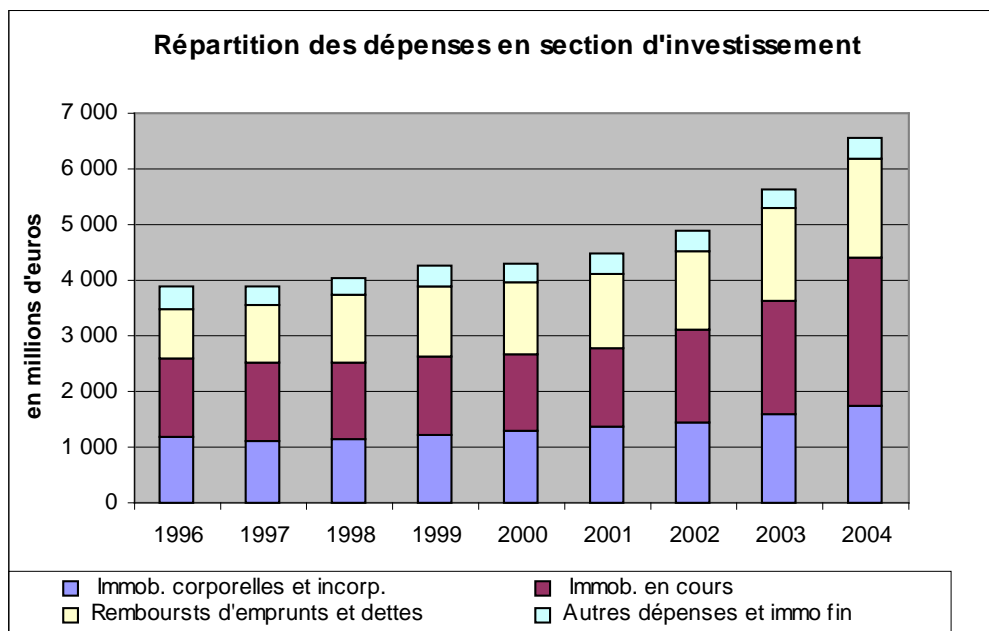
Les autres dépenses d'investissement.

Elles sont composées essentiellement des **remboursements d'emprunts** à hauteur de 1.783 M€, ce qui correspond à 83,4 % des dépenses hors investissements directs. Elles augmentent de 144 M€ en 2004, contre 245 M€ en 2003, et 62 M€ en 2002. Les hausses de ces deux dernières années sont consécutives à l'accroissement significatif de la dette des EPS et prennent le pas sur les opérations de renégociation de la dette et sur la négociation d'emprunts de type CLTR (Contrats Long Terme Renouvelables). Toutefois, les informations issues des centralisations des comptes de gestion ne nous permettent pas de distinguer précisément entre ces différentes composantes.

L'annuité de remboursement des emprunts progresse de 6,3 % en 2004. La somme des intérêts sur emprunts et du remboursement en capital (hors intérêts courus non échus) atteint 2.194 M€ (2.063 M€ en 2003, 1.839 M€ en 2002).

Le poids des intérêts dans le total de l'annuité des emprunts s'établit à 18,7 % en 2004, soit un point et quatre dixièmes de moins qu'en 2003 (20,1 %). Il baisse constamment depuis plus de dix ans et est passé de 53,0% en 1992 à 18,7 % désormais (25,9 % en 2001 et 33,9 % en 1997).

Les acquisitions d'immobilisations financières restent peu significatives : 1,6 % des dépenses de la section d'investissement (103 M€).



2.3.2. Les recettes de la section d'investissement : 7,47 Mds€ (+ 25,0 %).

Les recettes de la section d'investissement augmentent très fortement en 2004, et bien davantage qu'en 2002 et en 2003 ; cette hausse provient pour partie de l'accroissement de l'autofinancement : il augmente de 19,3 %, soit 9 points de plus qu'en 2003. La progression moyenne sur la période 2000-2004 a été de 10,1 % par an. Les recettes externes réaugmentent (585 M€, soit + 20,8 %). Le recours à l'emprunt est de nouveau en forte augmentation : + 31 %, après + 26 % en 2003. L'augmentation moyenne du recours à l'emprunt est de 18,9 % sur les exercices 2000 à 2004.

Opérations d'investissement - recettes - Secteur Public Hospitalier

(en millions d'euros)

	2000	2001	2002	2003	2004	Evolution moyenne
Subventions, participations	160,6	171,7	204,7	263,3	396,9	25,4%
Emprunts et dettes assimilées	1 446,5	1 562,7	1 754,8	2 209,8	2 886,8	18,9%
- dont emprunts auprès des E.C.	1 371,6	1 525,4	1 721,2	2 165,0	2 830,6	19,9%
Autres recettes :	530,1	468,9	536,7	483,9	584,6	2,5%
- ventes d'immeubles	26,6	26,9	37,9	27,3	36,1	8,0%
- cessions d'immobilisations fin.	166,6	112,5	122,8	116,1	135,1	-5,1%
- recettes diverses	337,0	329,5	376,0	340,6	413,4	5,2%
Total recettes réelles d'investissement	2 137,3	2 203,3	2 496,2	2 957,0	3 868,3	16,0%
Autofinancement brut (AB)	2 452,6	2 594,4	2 736,9	3 019,0	3 602,3	10,1%
Total des recettes d'investissement	4 589,8	4 797,7	5 233,1	5 976,0	7 470,6	13,0%
Recettes totales de l'exercice hors autofinancement brut	46 776,9	48 898,7	52 330,4	55 470,1	59 305,2	6,1%

Les recettes réelles d'investissement : 3,87 Mds€

Hors autofinancement, les recettes d'investissement réelles s'établissent à 3,87 Mds€ en 2004, contre 2,96 Mds€ en 2003, ce qui représente 6,5 % des ressources totales. La part des recettes réelles (essentiellement externes) dans le total des recettes de la section d'investissement, représente désormais 51,8 % des recettes de la section d'investissement. Cette part présente cependant des fluctuations importantes en fonction des catégories d'établissements. Elles représentent 55 % pour les CHR-CHU, 53,5 % des recettes d'investissement des centres hospitaliers, 45 % pour les CHS, et de l'ordre de 42 % pour l'AP-HP et les hôpitaux locaux, où l'autofinancement est donc prépondérant.

Les emprunts, dont le volume croît de 2.210 à 2.887 M€ de 2003 à 2004, représentent, comme en 2003, près de 75 % de ces recettes réelles d'investissement (contre 70 % environ pour les trois exercices 2000-2002). Le recours au financement par emprunt s'est fortement accru depuis 2000 ; pour 2004, la hausse est de 677 M€. Les établissements mobilisant le plus d'emprunts sont les Centres Hospitaliers Généraux, pour lesquels les emprunts de 2004 représentent 5,44 % du total des recettes, les C.H.R. les suivent de peu (5,08 %) alors que les autres établissements (AP-HP, CHS, Hôpitaux Locaux) se situent en dessous de la moyenne (dont le niveau est de 4,87 %).

Les subventions et participations complètent le financement externe des E.P.S. à raison de 397 M€, ce qui représente 10,3 % des recettes réelles perçues (+ 134 M€ par rapport à 2003). La part des subventions et participations obtenues par les EPS pour assurer le financement de leurs investissements

avait fortement décliné de 1996 à 1999 (147 M€). Cette part était devenue marginale (moins de 7 % en 1999). Depuis 2002 et la mise en œuvre du plan Hôpital 2007, la tendance s'est inversée et le montant de 2004 dépasse celui de 1996 (240 M€). Il faut remonter à 1997 pour retrouver un taux supérieur à 10 %, sachant que pendant la période 1998-1997, les subventions et participations représentaient annuellement de 10 à 14 % des recettes réelles d'investissement.

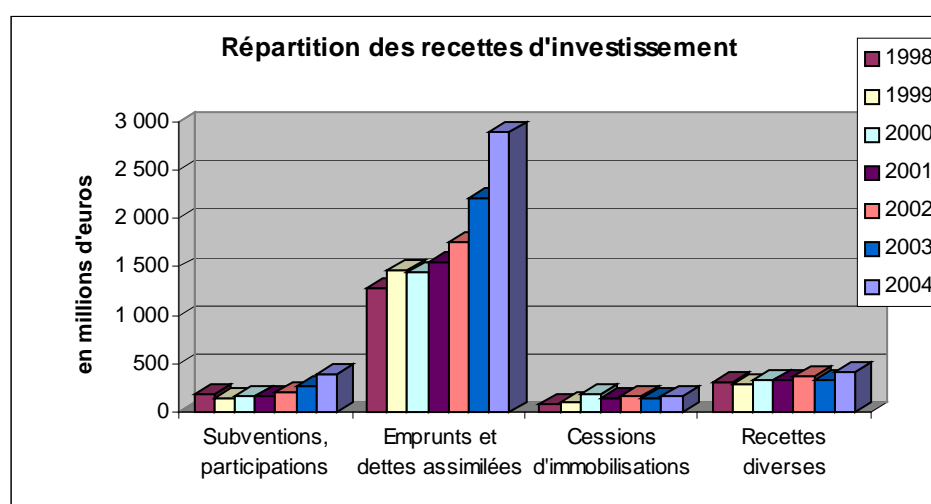
Ce sont dans les hôpitaux de petite taille (hôpitaux locaux, centres hospitaliers < 20 M€) que la part de ces subventions dans le total des recettes réelles d'investissement est la plus importante (respectivement 21 et 15 %), puis vient l'AP-HP (13 %). Pour les CHS, cette part s'établit à 5 %.

Les **ressources internes**, provenant de cessions d'immobilisations augmentent de plus de 10 %. Elles restent cependant secondaires (161 M€) et représentent en 2004, moins de 5 % des recettes d'investissement.

Opérations d'investissement - recettes - Exercice 2004

(en millions d'euros)

	A.P.-H.P.	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc.	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Subventions, participations	38,7	97,4	38,6	74,1	96,8	11,9	33,9	5,5	396,9
Emprunts et dettes assimilées	260,1	781,5	178,2	461,0	900,3	176,7	88,6	40,3	2 886,8
- dont emprunts auprès des E.C.	260,0	780,0	169,5	449,6	888,7	167,7	75,5	39,7	2 830,6
Autres recettes :	-1,9	201,2	43,5	99,4	137,1	54,7	38,3	12,4	584,6
- ventes d'immeubles	3,2	10,0	3,2	6,8	4,3	3,1	2,2	3,1	36,1
- cessions d'immobilisations fin.	0,4	19,6	19,4	31,6	13,2	27,0	22,1	1,7	135,1
- recettes diverses	-5,6	171,7	20,8	61,0	119,6	24,6	13,9	7,5	413,4
Total recettes réelles d'investissement	296,9	1 080,1	260,2	634,5	1 134,2	243,3	160,8	58,2	3 868,3
Autofinancement brut (AB)	404,2	889,9	211,8	599,2	954,3	298,3	221,9	22,7	3 602,3
Total des recettes d'investissement	701,1	1 970,1	472,0	1 233,7	2 088,5	541,5	382,7	80,9	7 470,6
Recettes totales de l'exercice hors autofinancement brut	7 139,2	15 381,6	3 363,4	9 572,0	15 371,0	5 295,6	2 740,7	441,7	59 305,2



L'autofinancement brut : 3,60 Mds€.

L'autofinancement brut⁶ progresse fortement en 2004 (+ 19,3 %), ce qui ne lui permet cependant pas de rester supérieur aux recettes réelles d'investissement. L'autofinancement progresse beaucoup pour les C.H.S. (+ 28 %), les CH > 70M€ (+ 27,5 %) et pour l'AP-HP (+ 23,5 %). Sa croissance est beaucoup plus modérée pour les Hôpitaux Locaux (+ 11 %), les CHR (+ 10 %), et pour les Centres Hospitaliers de moins de 20 M€ (+ 9 %).

L'autofinancement représente 6,07 % des recettes totales des EPS. Cette part est la plus importante pour les Hôpitaux Locaux (8,09 %). Elle se situe à des niveaux assez voisins pour les autres catégories d'EPS (de 6,30 % pour les centres hospitaliers de petite taille à 5,63 % pour les CHS). Les CHR, avec un taux de 5,79 % se situent désormais un peu en dessous de la moyenne, de même que l'AP-HP (5,66 %).

2.3.3. Le financement des équipements : 5,25 Mds€ en 2004

Les financements disponibles qui regroupent d'une part, les ressources internes, tel l'autofinancement disponible (autofinancement brut diminué des dépenses financières nettes) et, d'autre part, les fonds extérieurs (emprunts, subventions et participations) s'élèvent au total à 5,25 Mds€. Ces fonds disponibles, affectés au financement des équipements, augmentent par rapport à 2003 de 33,6 %. Les équipements à financer représentent un montant de 4,42 Mds€ (contre 3,58 Mds€ en 2003).

Tous établissements confondus, le taux de couverture des dépenses d'équipement par les fonds disponibles est largement assuré (119,9 %). En conséquence, le fonds de roulement des EPS augmente en 2004 par rapport à 2003.

En 2004, toutes les catégories d'EPS ont pu augmenter leur fonds de roulement, en vue de financer les futurs investissements prévus dans le cadre du plan Hôpital 2007. Ce phénomène est plus marqué pour les hôpitaux locaux et les centres hospitaliers les plus importants que pour les autres catégories d'EPS.

L'emprunt et l'autofinancement disponible assurent l'essentiel de la couverture des dépenses d'équipement.

L'autofinancement disponible croît fortement ; en 2004, il s'établit à 1.525 M€ contre 905 M€ en 2003, 893 M€ en 2002, 890 M€ en 2001 et 824 M€ en 2000.

Le montant des subventions d'équipements, notamment le FMESPP⁷, et des participations reçues par les établissements publics de santé connaît une augmentation importante, amorcée dès 2000 (161 M€ en 2000, 205 M€ en 2002, 263 M€ en 2003 et désormais 97 M€ en 2004).

Les établissements publics de santé ont cependant davantage recours à l'emprunt (+ 677 M€). Il convient de distinguer les opérations liées à la renégociation de la dette des nouveaux emprunts affectés au financement de dépenses d'investissement et notamment les contrats du type Crédit Long Terme Renouvelable. Ainsi, le différentiel entre dépenses financières nettes et recours à l'emprunt et dettes assimilées s'établit à 809 M€ en 2004, contre 296 M€ en 2003, 67 M€ en 2002, - 5 M€ en 2001 et - 30 M€ en 2000.

Depuis quelques années, il apparaît qu'une part croissante de l'autofinancement brut est consacrée au service de la dette. L'autofinancement restant disponible pour l'investissement est diminué d'autant. Il devient alors nécessaire de contracter de nouveaux emprunts pour financer les dépenses d'investissement. Le tableau Couverture des dépenses d'équipement illustre ce phénomène.

⁶ Définition comptable : Débits c/68 – Crédits c/78 + Crédits c/106 et c/111.

⁷ FMESPP : Fonds de Modernisation des Etablissements de Santé Publics et Privés.

Couverture des dépenses d'équipement

	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
Autofinancement	34,79%	25,47%	28,88%	31,86%	31,03%	21,33%	26,28%
Emprunts	65,88%	62,15%	56,70%	56,00%	54,84%	55,90%	51,01%
Rec. Div. / Subventions	19,22%	22,95%	24,02%	23,10%	24,24%	21,45%	24,11%

Sources de Financement rapportées aux dépenses d'équipement net (2004)

	A.P.-H.P	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
A. Investissements directs	393,5	1 228,5	292,4	712,3	1 172,9	356,9	211,9	49,7	4 418,1
B. Aliénations d'immobilisations	3,2	10,0	3,2	6,8	4,3	3,1	2,2	3,1	36,1
C. Dépenses d'équipement net (A-B)	390,3	1 218,6	289,2	705,4	1 168,6	353,7	209,7	46,5	4 382,0
D. Autofinancement brut	404,2	889,9	211,8	599,2	954,3	298,3	221,9	22,7	3 602,3
E. Dépenses financières nettes	252,4	520,9	113,9	343,1	637,3	96,0	93,0	21,0	2 077,6
F. Autofinancement disponible (D-E)	151,8	369,0	97,9	256,1	317,0	202,3	128,8	1,7	1 524,7
G. Subventions et participations	38,7	97,4	38,6	74,1	96,8	11,9	33,9	5,5	396,9
H. Emprunts et dettes assimilées	260,1	781,5	178,2	461,0	900,3	176,7	88,6	40,3	2 886,8
I. Recettes diverses	15,3	173,0	21,3	61,0	125,4	25,9	15,5	8,0	445,4
J. Total des fin. disponibles (F+G+H+I)	466,0	1 420,9	336,0	852,2	1 439,5	416,8	266,9	55,6	5 253,8
K. Taux de couverture dep. equip (en %).	119,4	116,6	116,2	120,8	123,2	117,8	127,3	119,5	119,9
L. Variation du fonds de roulement (J-C)	75,7	202,3	46,8	146,7	270,9	63,1	57,2	9,1	871,7
M. Montant des dépenses d'équipement réglées sans appel aux financements extérieurs extérieurs (F+I)	167,2	542,0	119,3	317,0	442,4	228,2	144,3	9,7	1 970,1

2.3.4. La dette à moyen et long terme (+ 11,2 %)

A la clôture de l'exercice 2004, la dette totale des E.P.S. s'établit à 11,06 Mds€, soit une augmentation de 1.110 M€ en volume et 11,2 % par rapport à 2003(9,95 Mds€). Cette progression confirme la rupture de tendance enregistrée dès 2002. On constate, en effet, une amplification de la hausse de l'encours de la dette.

Seule, l'AP-HP a eu recours, dans le passé, à des emprunts obligataires (115 M€, en réduction de 124 M€). Les prêts et avances des caisses d'assurance maladie aux établissements publics de santé représentent désormais 346 M€ au 31 décembre 2004 contre 671 M€ en fin d'année 1993.

Aussi, la dette à moyen et long terme est-elle donc désormais constituée presque uniquement d'emprunts auprès des établissements de crédit. L'augmentation de l'en-cours de la dette contractée auprès de ces établissements est de 13,6 % en 2004. Cette dette représente 93,4 % du total de la dette à moyen et long terme des établissements publics de santé et 10,33 Mds€.

L'évolution de la dette par catégorie d'établissement présente certains contrastes : les C.H.R. et les C.H.S accroissent fortement leur endettement (+ 18,5 %). Ils sont imités par les CH > 70 M€ (+ 15 % d'endettement). Les autres catégories d'EPS se caractérisent par une hausse modérée de l'endettement (2 % pour les hôpitaux locaux, 3 % pour l'AP-HP et environ 6,5 % pour les autres CH).

En rapportant l'encours des emprunts et dettes assimilées aux recettes budgétaires réelles, il apparaît que les Hôpitaux Locaux demeurent les établissements les plus endettés (29,2 %, certes en diminution), alors que les CHR-CHU et les CHS sont les établissements les moins endettés (respectivement 14,8 % et 10,3 %, mais ces pourcentages sont en hausse par rapport à 2003). L'endettement moyen du secteur public hospitalier représente de l'ordre de 19 % des recettes budgétaires réelles (18 % en 2003).

Emprunts et dettes assimilées des E.P.S. de 1996 à 2004

(en millions d'euros)

	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Emprunts obligataires	114,9	239,0	363,1	365,9	368,2	336,9	371,7	374,3	375,9
Emprunts auprès des EC	10 334,7	9 096,9	8 391,2	7 981,8	7 695,0	7 607,5	7 328,2	7 148,0	6 950,6
Prêts et avances de l'Etat	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,9	0,3
Prêts et avances des coll.loc	11,0	10,9	11,9	12,0	13,4	13,4	15,9	18,9	20,7
Prêts et avances des CPAM	346,3	350,5	366,3	385,1	407,2	438,3	471,8	505,1	541,2
Autres	254,3	253,0	259,8	271,4	287,7	295,0	302,6	324,6	337,2
Total des emprunts et dettes assimilées	11 061,6	9 950,6	9 392,5	9 016,6	8 782,7	8 678,3	8 484,6	8 371,7	8 226,0
Variation	11,2%	5,9%	4,2%	2,7%	1,2%	2,3%	1,3%	1,8%	2,8%

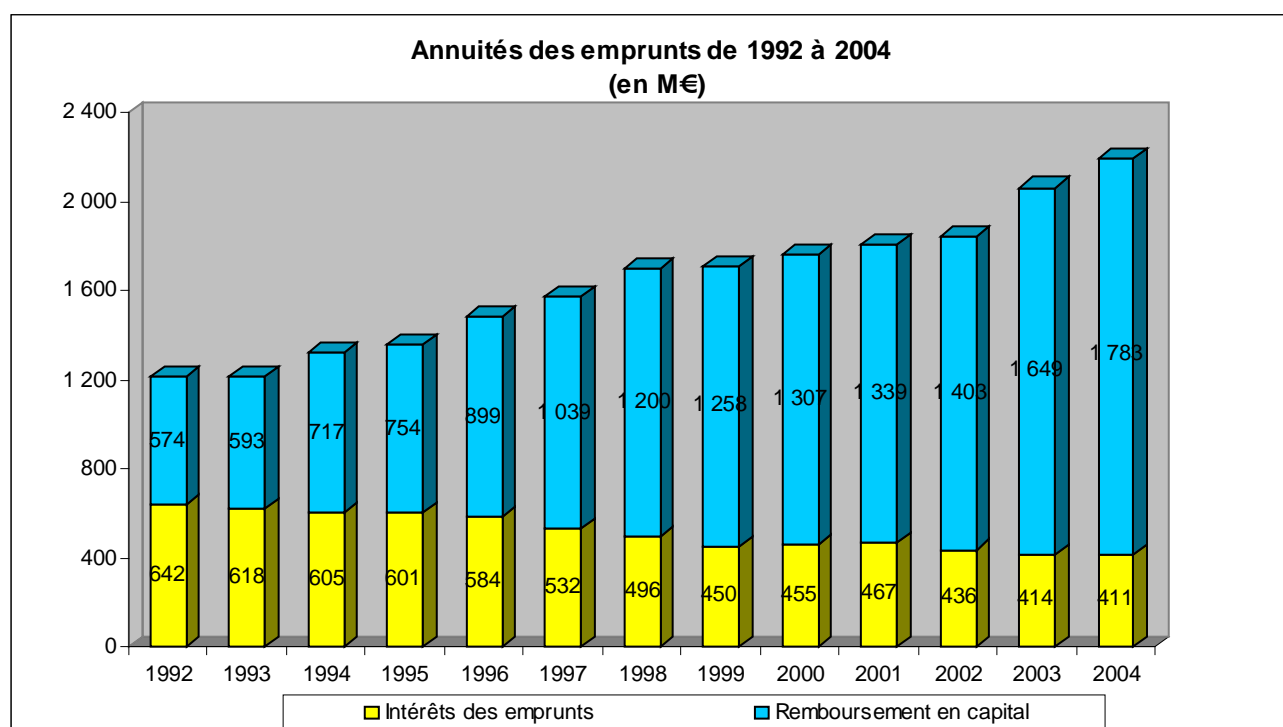
Emprunts et dettes assimilées par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

	A.P.-H.P.	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Emprunts obligataires	114,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	114,9
Emprunts auprès des E.Crédit	882,1	2 204,3	777,3	2 078,5	3 136,8	497,0	645,2	113,5	10 334,7
Prêts et avances de l'Etat	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Prêts et avances des coll.locales	0,0	0,0	0,5	2,4	0,6	4,5	1,8	1,1	11,0
Prêts et avances des C.P.A.M.	3,7	14,2	63,6	80,0	66,8	16,6	101,1	0,2	346,3
Autres	69,1	21,3	18,9	44,7	48,2	14,7	35,9	1,4	254,3
Total des emprunts et dettes assimilées	1 069,9	2 239,9	860,3	2 205,9	3 252,5	532,8	784,0	116,2	11 061,6

Emprunts contractés auprès des établissements de crédit par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

	A.P.-H.P.	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Caisse des Dépôts	38,1	92,7	119,3	170,2	170,6	31,7	144,0	2,7	769,4
Dexia - C.L.F.	347,8	734,4	306,4	872,8	1 240,1	208,8	242,9	42,8	3 996,1
Caisses d'Epargne	144,6	392,2	179,6	424,2	632,3	79,4	124,8	29,2	2 006,3
Crédit Agricole	183,0	219,7	84,7	268,3	494,2	75,8	65,8	14,8	1 406,2
Autres	168,7	765,1	86,9	342,9	599,6	101,3	67,6	24,0	2 156,3
Emprunts auprès des établissements de crédit	882,1	2 204,3	776,9	2 078,5	3 136,8	497,0	645,2	113,5	10 334,4



Dexia-CLF et les Caisses d'Epargne réalisent près de 60 % des emprunts contractés au cours de l'exercice (58,1 %).

2.3.5. L'actif et le passif circulant

2.3.5.1. L'actif circulant au 31 décembre 2004

L'actif circulant est constitué de stocks (environ 533 M€), de créances d'exploitation (7,80 Mds€) et de créances diverses (1,74 Md€).

Les stocks.

Les délais de rotation des stocks varient peu d'un exercice à l'autre. Le rythme de renouvellement des stocks dépend essentiellement de la nature des produits.

Les produits alimentaires, denrées périssables, sont les stocks renouvelés le plus rapidement (en moyenne tous les 10,0 jours). Les fournitures hôtelières ne nécessitent pas une rotation aussi rapide, leur cycle de renouvellement est souvent compris entre deux et trois mois.

La moyenne de rotation des stocks pour l'ensemble des fournitures considérées est de 23,5 jours (soit une diminution de 0,5 jour par rapport à 2003). Cependant, les délais varient dans des proportions importantes selon les établissements. La durée de stockage est plus longue dans les C.H.S, quelles que soient les fournitures, (47,3 jours en moyenne) alors que l'A.P.-H.P. connaît une rotation des stocks beaucoup plus rapide (8,2 jours).

Coefficient de rotation des stocks par catégorie d'établissements pour l'exercice 2004

(en jours)

	A.P.-H.P	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Produits pharmaceutiques	8,9	26,4	39,6	31,7	28,0	38,2	41,3	14,9	23,2
Alimentation	0,0	8,7	12,9	10,6	10,0	12,7	11,4	5,6	10,0
Fournitures médicales	2,4	10,9	54,3	28,5	20,9	54,4	67,2	16,8	16,8
Carburants et combustibles	6,5	28,1	40,6	60,4	58,1	54,9	29,4	4,8	43,2
Fournitures hôtelières	0,0	48,2	68,2	62,5	59,2	88,5	60,4	54,4	56,0
Total	8,2	21,5	40,8	31,6	27,7	47,3	34,7	19,8	23,5

(* pas de stock de fournitures hôtelières pour l'AP-HP)

Les créances à l'encontre des redevables et comptes rattachés.

Celles-ci comportent des créances d'exploitation. Ce sont les créances à l'encontre de la caisse pivot (4,38 Mds€ dont 2,9 Mds€ restant à recouvrer au titre de l'article R 174-1-9 du code de la sécurité sociale, dites créances de l'article 58), les 1,48 Md€ restants, correspondent aux deuxième et/ou troisième fractions de la dotation globale du mois de décembre ; créances à l'encontre des autres tiers payants (1,87 Mds€), des hospitalisés et consultants (1,31 Md€) et de débiteurs divers (1,74 Md€).

Le montant des créances détenues à l'encontre des hospitalisés et consultants a tendance à légèrement diminuer depuis quelques années pour deux raisons : d'une part, le volume financier des titres émis par les services des ordonnateurs augmente peu ; d'autre part, les procédures de recouvrement amiable mises en place portent leurs fruits et permettent d'améliorer les taux de recouvrement.

Les créances des exercices précédent et antérieurs.

Au 31 décembre 2004, les créances des établissements publics de santé au titre des exercices 2003 et antérieurs portent en grande partie sur les hospitalisés et consultants : à la clôture de l'exercice 2004, elles représentent 505 M€. Elles sont constituées par des restes à recouvrer sur exercices précédent et antérieurs. Elles se situent à un niveau inférieur à celui de 2003.

Les créances à l'encontre des départements s'élèvent à 102 M€ ; celles détenues à l'encontre des débiteurs divers s'élèvent à 423 M€ (+ 68 M€) et les créances admises en non-valeur par les conseils d'administration représentent 211 M€ (la décroissance des deux exercices précédents est stoppée).

Stocks et Créances à court terme par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

	A.P.-H.P.	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Stocks et en-cours	40,5	152,7	33,6	92,7	161,1	27,3	22,4	2,9	533,1
Créances d'exploitation dont :	965,2	1 916,3	516,1	1 258,7	2 151,0	615,0	365,5	8,2	7 795,9
- Hospitalisés et consultants	267,0	209,1	121,7	210,5	322,6	46,5	133,0	0,6	1 311,2
- Caisse pivot	352,5	1 268,4	234,4	709,7	1 240,9	470,4	102,1	3,6	4 382,0
- Autres tiers payants	345,6	384,4	152,8	304,0	465,6	87,7	128,6	3,8	1 872,5
- Créances irréc admises en non-valeur	0,1	46,6	6,0	32,0	116,8	8,8	0,5	0,0	210,8
Créances diverses	595,4	355,7	86,4	195,0	281,6	95,9	71,5	54,2	1 735,7
Valeurs mobilières de placement	0,0	58,6	14,1	31,5	12,4	33,7	7,5	4,1	161,8
Dépenses à classer ou à régulariser	4,2	6,6	4,3	14,7	21,8	12,0	1,9	-0,5	64,9
TOTAL	1 605,3	2 489,9	654,5	1 592,5	2 627,9	783,8	468,8	68,9	10 291,5

Stock de créances des exercices précédent et antérieurs au 31 décembre de l'année N

(en millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Hospitalisés et consultants	534,1	511,2	489,5	497,0	499,9	510,9	503,6	518,2	529,0	504,9
Caisses de sécurité sociale	29,9	32,9	33,8	38,6	35,8	64,0	168,8	171,8	122,7	123,6
Départements	112,8	129,7	107,1	101,0	90,5	88,6	82,4	109,9	107,8	101,7
Autres tiers payants	186,7	169,4	104,9	76,0	78,0	85,7	116,7	132,4	134,2	130,4
Etat	29,3	48,4	70,8	75,0	84,7	99,1	105,7	82,4	54,9	41,9
Irrécouvrables admises en non-valeur	126,1	146,9	149,4	149,9	166,1	168,2	237,9	209,2	185,7	211,0
Créances diverses	229,0	258,7	244,5	189,5	187,2	178,0	220,7	257,3	354,8	422,6
Total	1 248,0	1 297,1	1 199,9	1 127,0	1 142,3	1 194,5	1 435,7	1 481,3	1 489,0	1 536,1

2.3.5.2. Le passif circulant au 31 décembre 2004

Le passif circulant est constitué de dettes à court terme auxquelles viennent s'ajouter les avances reçues par certains établissements publics de santé ainsi que des recettes à classer ou à régulariser.

Les dettes d'exploitation

Elles représentent 4,01 Mds€ (contre 4,04 Mds€ en 2003). Elles se divisent en deux catégories : les dettes fournisseurs et comptes rattachés (2,23 Mds€ soit – 50 M€ sur un an) et les dettes fiscales et sociales (1,78 Md€, soit + 20 M€ en un an).

Les dettes diverses

Les dettes diverses comprennent notamment les dettes sur immobilisations et les fonds déposés par les hospitalisés. Elles s'établissent à un niveau de 968 M€. Les dettes sur immobilisations représentent 265 M€ (contre 278 M€ au 31 décembre 2002, et 264 M€ au 31 décembre 2003).

Parmi ces dettes diverses, il faut citer les fonds des hospitalisés et hébergés. Ceux-ci représentent 294 M€ (en baisse de 5 M€ par rapport à 2002). Ces fonds peuvent être retirés à tout moment par les dépositaires, ce qui peut constituer une tension sur la trésorerie des établissements publics de santé.

Dettes à court terme par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

	A.P-H.P	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
Avances reçues	5,4	15,1	17,4	21,0	13,0	0,9	18,5	0,0	91,3
Dettes d'exploitation dont :	685,6	1 093,8	201,5	540,0	1 011,9	282,7	138,2	53,2	4 006,9
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	522,8	512,7	123,4	298,4	532,8	115,4	83,3	45,8	2 234,6
- Dettes fiscales et sociales	162,8	581,0	78,1	241,7	479,1	167,3	54,9	7,4	1 772,3
Dettes diverses dont :	115,1	150,8	97,4	158,2	191,8	112,6	129,0	13,3	968,1
- Dettes sur immo et comptes rattachés	32,6	69,2	16,6	45,9	69,3	13,3	8,3	10,0	265,2
- Fonds déposés par les hospitalisés	13,7	15,9	30,8	45,0	48,8	87,4	52,4	0,0	293,9
- Autres	68,8	65,7	50,0	67,3	73,7	11,9	68,3	3,3	409,0
Recettes à classer ou à régulariser	159,3	100,0	28,6	65,7	81,0	19,7	17,6	3,2	475,0
TOTAL	965,3	1 359,5	344,9	784,9	1 297,7	416,0	303,3	69,7	5 541,3

2.3.6. La trésorerie

Les valeurs disponibles et réalisables (hors créances de l'Article 58 et de la sectorisation psychiatrique qui représentent de l'ordre de 2,9 Mds€) s'établissent à 7,19 Mds€, soit une croissance modérée (+ 180 M€ par rapport à l'exercice 2003). Parmi ces valeurs disponibles et réalisables, sont également comptabilisées les créances datant de plus d'un an et les créances admises en non-valeurs ; elles représentent 1,54 Md€.

Parallèlement, le volume **des dettes à court terme** (autres que financières), diminue de nouveau légèrement en 2004 (- 38M€), s'établissant à 6,06 Mds€.

Le montant de la trésorerie s'établit à 2,28 Mds€ (+ 550 M€).

La hausse est variable selon la catégorie d'établissements considérée, mais est plus prononcée pour les centres hospitaliers spécialisés et les centres hospitaliers généraux.

Le fonds de roulement s'élève à 3,42 Mds€, soit 767M€ de plus qu'au 31 décembre 2003.

Le coefficient de fonds de roulement se situe en moyenne à 20,7 jours, en hausse de 3,8 jours par rapport à 2003, et se situe ainsi à son plus haut niveau des dix dernières années, consécutivement à la mise en œuvre du plan Hôpital 2007.

Les ratios de fonds de roulement (ressources disponibles et réalisables/dettes) et de **trésorerie immédiate** (disponibilités/dettes) sont voisins de ceux de 2003. Ainsi, le ratio de fonds de roulement atteint 1,57 (contre 1,44 en 2003, et 1,4 en moyenne sur les dix derniers exercices).

Le ratio de trésorerie immédiate s'accroît par rapport à 2003, avec un taux de 37,7 %. Certains établissements, les plus importants notamment, ont mis en place des gestions prévisionnelles de trésorerie et ont recours à des lignes de crédit de trésorerie, dont le plafond, négocié avec les banquiers peut atteindre de 4 à 6 % du montant total des dépenses de fonctionnement.

Ce fonctionnement en trésorerie « zéro » ou trésorerie réactive permet à ces établissements de retarder la mobilisation d'emprunts à long terme et donc ainsi, de réaliser des gains financiers sur les intérêts de la dette. Parallèlement, ce système donne de la souplesse à l'hôpital pour procéder au mandatement des dépenses dans les délais réglementaires et éventuellement obtenir des escomptes. Ce système se met en place dans le cadre d'un partenariat trésorier hospitalier – directeur financier de l'hôpital et suppose une bonne connaissance préalable des mouvements qui affectent le compte au Trésor de l'établissement.

Trésorerie et fonds de roulement par catégorie d'établissements au 31 décembre 2004

(en millions d'euros)

	A.P.-H.P	C.H.R.	Centres Hospitaliers			C.H.S.	Hop.Loc	S.I.H.	TOTAL
			< 20M€	20-70 M€	> 70 M€				
A. BFR - Partie Active (Créances)	1 451	1 518	481	1 091	1 732	401	453	69	7 196
B. Trésorerie	-32	160	289	468	430	508	385	74	2 280
C. Valeurs réalisables et disponibles	1 420	1 678	770	1 559	2 161	908	838	143	9 477
D. BFR - Partie Passive (Dettes)	1 118	1 427	379	856	1 377	442	380	76	6 055
Fonds de roulement	301	251	391	702	784	467	459	67	3 422
Dépenses budgétaires réelles	7 137	15 224	3 495	9 663	15 363	5 238	3 074	434	59 629
Coef. de fonds de roulement (en jours)	15,2	5,9	40,3	26,2	18,4	32,1	53,7	55,6	20,7
Ratio de fonds de roulement	1,27	1,18	2,03	1,82	1,57	2,06	2,21	1,89	1,57
Ratio de trésorerie immédiate	-2,8%	11,2%	76,1%	54,6%	31,2%	115,0%	101,5%	97,6%	37,7%

